



COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS 2006

Comptes semestriels consolidés et audités pour l'exercice clos le 30 juin 2006
préparés conformément aux normes IFRS, adoptées par l'Union Européenne.

Coil S.A.
Roosveld 5, B-3400 Landen, Belgique
Tel: +32 (0)11 88 01 88 Fax: +32 (0)11 83 19 20
www.coil.be investor.relations@coil.be

INFORMATIONS GENERALES

Forme juridique:	Société anonyme de droit belge
Siège social:	4, rue de la Presse, B-1000 Bruxelles, Belgique
No. d'immatriculation:	BE 0448 204 633
No. de TVA:	BE 448 204 633
Bureaux et sites de production :	<p>Belgique : Coil S.A. Roosveld 5, B-3400 Landen, Belgique Tel : +32 11 88 01 88 Fax : +32 11 83 19 20</p> <p>Allemagne : Coil GmbH Claude-Breda-Strasse 1, D-06400 Bernburg, Allemagne Tel : +49 03 47 10 00 23 Fax : +49 03 47 13 00 23 30</p>
Conseil d'administration:	<p>M. Laurent Chevalier Président du Conseil d'Administration Finance & Management International N.V. (représentée par Timothy Hutton) Administrateur délégué</p> <p>M. Charles van der Haegen M. Bernard Legrand M. Yves Willems</p>
Conseillers juridiques:	<p>Delwaide Avocats Avenue Louise 149/5, B-1050 Bruxelles, Belgique</p>
Commissaires:	<p>BDO Atrio Réviseurs d'Entreprises Sc. S.C.R.L. (représentée par M. Lieven van Brussel, Associé-Administrateur) Uitbreidingstraat 66 bus 13, B-2600 Berchem, Belgique</p>
Banques:	<p>Commerzbank Breiter Weg 2000, D-39104 Magdeburg, Allemagne</p> <p>Fortis S.A. Vital Decosterstraat 42, B-3000 Louvain, Belgique</p> <p>ING Belgique S.A. Bondgenotenlaan 31, B-3000 Louvain, Belgique</p> <p>Lloyds TSB Bank PLC Avenue de Tervueren 2, B-1040 Bruxelles, Belgique</p> <p>Monte Paschi Belgio S.A. Rue Joseph II, 24, B-1000 Bruxelles, Belgique</p> <p>Natexis Luxembourg S.A. 28, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg</p>
Marché de cotation :	<p>Eurolist de Euronext Paris - Compartiment C - Segment NextPrime Codes : BE0160342011</p>
Liquidity Provider:	<p>Portzamparc S.A., Société de Bourse 13, rue de la Brasserie , 44100 Nantes , France</p>

RAPPORT DE GESTION

Définitions:

« K€ »	'000 Euros
« EBITDA »	résultat d'exploitation + dotations aux amortissements et provisions
« M€ »	'000.000 Euros

CHIFFRES-CLÉS			
Exercice clos le 30 juin (K€)	2006	2005	2004
Compte de résultats			
Chiffre d'affaires	11 271	10 343	9 242
Résultat brut	2 866	2 523	3 157
Marge brute	25,4%	24,4%	34,2%
Résultat d'exploitation	954	527	1 241
Marge d'exploitation	8,5%	5,1%	13,4%
Résultat net avant impôts	381	(261)	1 001
Résultat net	381	(261)	1 001
Marge nette	3,4%	(2,5)%	10,8%
EBITDA	2 434	1 985	2 375
EBITDA/Chiffre d'affaires	21,6%	19,2%	25,7%
Free Cash Flow (EBITDA – investissements)	2 054	(1 451)	(12 699)
Fonds de roulement opérationnel (actif circulant – liquidités – passif circulant + dettes bancaires à court terme)	2 113	6 221	(1 092)
Actif immobilisé	24 139	25 459	30 938
Actif total	33 174	38 240	40 950
Dettes à long terme	14 278	14 676	17 097
Capitaux propres	12 414	13 579	12 764

Général

Le prix de l'aluminium a connu une forte croissance au cours des troisième et quatrième trimestres de l'année 2005 pour finalement atteindre un pic au mois de mai 2006. Alors qu'il est assez difficile d'analyser de manière précise les tendances dans l'évolution des prix des matières premières, cette progression reflète, en partie, les prix d'énergie plus élevés, ainsi qu'un contexte économique plus dynamique.

Le début de l'année 2006 a été marqué par une reprise de la croissance économique en Europe – et tout particulièrement en Allemagne.

Malgré des coûts énergétiques en nette hausse, qui influencent le coût de l'aluminium et de l'anodisation, et malgré les augmentations de prix qui en ont résulté, les niveaux de demande ont augmenté fortement depuis le mois de janvier 2006 et se sont maintenus à des niveaux records tout au long de la période.

La Société a été capable de bénéficier de sa nouvelle capacité de production et, pour la première fois depuis 1999, a été en mesure de satisfaire des niveaux de demande accrus sur tous les marchés servis par les activités de la Société. Par ailleurs, la croissance enregistrée par la Société a été freinée par un manque de capacité de laminage en Europe, se traduisant dans l'industrie par des délais de production s'étendant jusqu'à 14 semaines au cours de la période.

Compte de Résultats

Après une année 2005 de transition, résultant de l'intégration des coûts liés à l'accroissement de sa capacité de production de 40%, la Société a enregistré un retour à la rentabilité en réalisant un profit durant le premier semestre 2006.

Le Chiffre d'affaires a progressé de 9.0% par rapport au premier semestre 2005, augmentant de 10 343K€ à 11 271K€. Ce niveau d'activité reflète une demande forte à l'égard des produits-finis destinés aussi bien au marché de l'architecture qu'aux marchés industriels. Notons qu'une surcharge a été introduite en Janvier 2006, pour compenser les coûts énergétiques accrus, cette surcharge (réintégrée dans les prix de vente) a contribué à l'augmentation du chiffre d'affaires.

Concernant la nouvelle unité de production en Allemagne qui se trouvait dans une phase de démarrage et de rodage en 2005, période durant laquelle la charge de production n'était pas adéquate pour atteindre des niveaux optimaux de coûts variables (principalement coûts de l'énergie et des produits chimiques), elle a été exploitée en 2006 de manière plus efficace. Les taux d'utilisation de la ligne plus élevés permettent de réaliser des économies d'échelle. Cette utilisation plus rationnelle a été, cependant, mise en balance par des prix élevés dans l'approvisionnement en énergie et produits chimiques. Les Coûts de Production ont augmenté de 7.5%, passant de 7 820K€ à 8 405K€ ; mais cette augmentation a été plus lente que l'accroissement du Chiffre d'affaires ; par conséquent, la Marge Brute a progressé de 24.4% à 25.4% pour s'établir à 2 866K€, contre 2 523K€ en 2005.

Les Frais des services commerciaux et administratifs ont été bien maîtrisés durant la période, baissant de 7.5%, de 1 927K€ à 1 784K€. Les Frais de recherche et développement sont restés à un niveau modeste, de 128K€, soit 1% du Chiffre d'affaires.

Le Résultat d'exploitation a progressé de 81.0%, augmentant de 527K€ à 924K€.

Les Frais financiers ont diminué, de 788K€ à 573K€; rappelons que durant le premier semestre 2005, les frais financiers étaient relativement élevés, affectés négativement par le financement temporaire lié au nouvel investissement en Allemagne.

La Société a réalisé un Résultat net avant impôts de 381K€, comparé à une perte nette de 261K€ pour la même période en 2005. Etant donné le niveau important de pertes fiscales reportées, aucun impôt n'a dû être payé sur la période. Le Résultat net était, dès lors, équivalent au Résultat net avant impôts.

Le Résultat net par action (basé sur un nombre identique d'actions pour la période comparable en 2005) était de 0.26€, contre une perte par action de 0.18 en 2005.

Bien que la rentabilité au cours de la période fût plus faible que celle enregistrée historiquement, il est important de constater que le résultat inclut tous les coûts fixes (y compris les amortissements) liés au nouvel investissement en Allemagne. Cette nouvelle installation confère à la Société la possibilité de réaliser une augmentation importante de son chiffre d'affaires, sans devoir subir d'augmentation relative de ses coûts fixes.

Bilan

Le bilan de la Société est resté en grande partie inchangé par rapport au bilan au 30 juin 2005, la principale différence étant relevée au niveau des subventions pour investissement à recevoir au 30 juin 2005 et impayées à cette date, et en contrepartie au niveau des dettes bancaires à court terme. Ces subventions furent payées dans leur intégralité dès le mois de juillet 2005.

Les Immobilisations corporelles sont restées pratiquement inchangées à 24 139K€ (contre 25 439K€ en 2005), étant donné qu'aucun nouvel investissement majeur n'a été réalisé au cours de la période.

Le montant des Impôts différés (représentant la valeur actuelle estimée des pertes fiscales futures) est resté inchangé à 817K€. Le montant des Garanties et dépôts a augmenté légèrement de 37K€ à 52K€.

Le total des Actifs immobilisés a baissé de 26 753K€ à 25 338K€.

Les niveaux de Stocks, comprenant principalement les stocks des produits chimiques et des matériaux d'emballage) sont restés modestes, à 1 377K€ (contre 1 190K€ en 2005). Les Créances ont nettement diminué pour revenir à des niveaux plus normaux, à 4 892K€ (contre 8 996K€ en 2005) ; cette diminution importante provenant des 4 096K€ de subventions pour investissement non perçues à la fin de la même période de l'exercice 2005. Comme déjà mentionné plus haut dans le texte, ces subventions furent payées en juillet 2005.

Le niveau des Liquidités s'élevait à 1 497K€, pratiquement inchangé par rapport à 2005. Le total des Actifs circulants a baissé de 11 487K€ à 7 836K€ et pour toutes les raisons précitées, le total de l'Actif a diminué, passant de 38 240K€ en juin 2005 à 33 174K€ (en juin 2006).

Suite à l'impact des pertes encourues au cours du second semestre 2005, le montant des Fonds Propres a diminué de 13 579K€ à 12 414K€.

Le niveau des dettes à long terme est resté en grande partie inchangé, s'établissant à 14 278K€ (contre 14 676K€ en 2005).

Les dettes à court terme se sont maintenues à des niveaux assez semblables à ceux de l'année précédente, à l'exception des dettes bancaires à court terme qui étaient temporairement élevées au 30 juin 2005 dans l'attente de

la réception des subventions pour investissement. Les autres postes de dettes à court terme sont restés quasiment inchangés. Le total des dettes à court terme était, par conséquent, inférieur à l'année précédente, à 6 268K€ (comparativement à 9 321K€ pour 2005).

Le total du Passif s'élevait à 33 174K€, comparé à 38 420K€ au 30 juin 2005.

Ressources et emplois de fonds

L'EBITDA a évolué positivement, augmentant de 1 985K€ en 2005 à 2 134K€, grâce à un résultat d'exploitation supérieur en 2006. Le Cash Flow des activités d'exploitation n'atteignait que 422K€ en fin de période, pour les raisons suivantes :

- L'augmentation des Créances (+1 069K€) résultant de niveaux de ventes plus élevés au cours du premier semestre de l'année
- L'augmentation des niveaux de Stocks (+133K€), ainsi que
- La diminution des Créanciers (-324K€).

Après des Investissements pour un montant de 379K€ (contre 534K€ en 2005), le flux net de liquidités après investissements et avant financement s'élevait à 42K€.

L'amortissement de la Dette bancaire à long terme de 1 022K€ a été compensé par une augmentation de 1 000K€ de la Dette bancaire à court terme. Suite à des achats d'actions pour 16K€ réalisés dans le cadre du contrat de liquidités de la Société, le flux net de liquidités provenant des activités de financement était négatif de 6K€.

En conséquence, le niveau des Liquidités à la fin de la période augmentait de 36K€.

Perspectives d'avenir

Suite à l'investissement important réalisé en Allemagne en 2004 et 2005, et malgré l'impact de cet investissement affectant à la fois les coûts variables et les coûts fixes, la Société a démontré sa capacité à retrouver un niveau de rentabilité positif et réaliser un profit au cours de la période.

Avec des prévisions de demandes élevées et soutenues, attendues pour la seconde moitié de l'année, la Société devrait être en mesure de retrouver son niveau historique d'EBITDA sur l'ensemble de l'exercice. Les niveaux historiques de rentabilité ne seront pas atteints, étant donné les amortissements associés au nouvel investissement. Cependant, les perspectives d'avenir et le potentiel à moyen terme du business de la Société ont été véritablement transformés par cet investissement ; la Société a notamment été capable en 2006 de revenir à son taux de croissance historique antérieure à 2000 et la période de saturation de sa capacité de production.

COMPTE DE RÉSULTATS

Exercice clos le 30 juin (K€)

	Notes	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	2	11 271	10 343	9 242
Coûts de production	3	(8 405)	(7 820)	(6 085)
Résultat brut		2 866	2 523	3 157
Frais des services commerciaux et administratifs	3	(1 784)	(1 927)	(1 842)
Frais de recherche & développement	3 & 4	(128)	(69)	(74)
Résultat d'exploitation		954	527	1 241
Frais financiers	6	(573)	(788)	(240)
Résultat net avant impôts		381	(261)	1 001
Impôts différés reconnus	7	-		-
Résultat net après impôts		381	(261)	1 001
Résultat par action				
Résultat net par action		0,26€	(0,18) €	0,76 €
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation		1 452 655	1 452 655	1 315 664

Les notes des pages 11 à 29 en annexe font partie intégrante de ces états financiers.

BILAN

Exercice clos le 30 juin (K€)

	Notes	2006	2005	2004
Actifs non circulants				
Immobilisations corporelles	8	24 139	25 459	30 938
Terrains et constructions		7 652	8 266	9 971
Installations et machines		16 438	17 104	20 924
Mobilier et outillage		49	88	43
Immobilisations incorporelles		330	440	498
Impôts différés	15	817	817	-
Garanties & dépôts		52	37	55
Total		25 338	26 753	31 491
Actifs circulants				
Stocks	9	1 377	1 190	956
Créances	10	4 892	8 996	5 649
Instruments financiers	20	70	-	197
Liquidités	11	1 497	1 301	2 657
Total		7 836	11 487	9 459
Total de l'Actif		33 174	38 240	40 950
Financés par				
Capitaux propres				
Capital appelé	13	4 210	4 258	3 533
Prime d'émission		569	569	-
Réserves		7 719	9 340	9 034
Réserve instruments financiers		(84)	(588)	197
Total		12 414	13 579	12 764
Établissements de crédit				
Dettes à plus d'un an	14	14 278	14 676	17 097
Autres sources de fonds				
Subventions		59	76	96
Dettes à court terme				
Instruments financiers		155	588	-
Créditeurs	12	6 268	9 321	10 992
Total du Passif		33 174	38 420	40 950

Les notes des pages 11 à 29 en annexe font partie intégrante de ces états financiers.

RESSOURCES ET EMPLOIS DE FONDS

Exercice clos le 30 juin (K€)	Notes	2006	2005	2004
Cash flow des activités d'exploitation				
Résultat d'exploitation et autres profits		954	527	1 241
Amortissements normaux	3	1 480	1 458	1 134
Amortissement des subventions		(8)	(8)	(11)
Impôts différés	15	-	-	-
Impôts payés	7	-	-	-
Diminution/(Augmentation) des créances	10	(1 069)	(4 853)	(2 034)
Diminution/(Augmentation) des stocks	9	(133)	(89)	6
(Diminution)/Augmentation des créditeurs	12	(324)	(3 220)	3 964
Produits financiers	6	17	18	76
Charges financières <i>dont intérêts payés</i>	6	(495) <i>(490)</i>	(806) <i>(508)</i>	(316) <i>(427)</i>
Cash flow des activités d'exploitation		422	(6 974)	4 064
Cash flow des activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8	(379)	(534)	(15 074)
Subventions		-	3 930	-
Remboursements/(Paiements) cautions et dépôts		(1)	-	(21)
Cash flow des activités d'investissement		(380)	4 396	(15 095)
Ressources nettes de liquidités avant financement		42	(2 578)	(11 048)
Cash flow des activités de financement				
Remboursement d'emprunts à long terme	19	(1 022)	(5 006)	(1 905)
Nouvel emprunt		1000	7 080	14 652
Achat actions (contrat de liquidité)		16	-	-
Augmentation capital		-	370	1
Paiement capital		-	-	-
Flux net de liquidités provenant des activités de financement		(6)	2 446	12 747
Augmentation/ (Diminution) des liquidités	11	36	(132)	1 700

Les notes des pages 11 à 29 en annexe font partie intégrante de ces états financiers.

MODIFICATIONS AFFECTANT LES FONDS PROPRES

Exercice clos le 30 juin (K€)	Notes	Capital souscrit	Capital non appelé	Achat Actions propres	Prime d'émission	Réserves	Réserve instruments financiers	Total
Solde au 1^{er} janvier 2005	13	4 398	(510)	-	569	9 601	356	14 414
Bénéfice/(Perte) net pour la période		-	-	-	-	(261)	-	(261)
Capital Payé		-	370	-	-	-	-	370
Augmentation de capital			-	-	-	-	-	
Frais d'augmentation de capital			-	-		-	-	
Prime d'émission		-	-	-		-	--	
Instruments financiers		-	-	-	-	-	(944)	(588)
Solde au 30 juin 2005	13	4 398	(140)	-	569	9 340	(588)	13 579
Solde au 1^{er} janvier 2006	13	4 398	(140)	(63)	569	7 338	(358)	11 744
Bénéfice/(Perte) net pour la période		-	-	-	-	381	-	381
Capital payé		-			-	-	-	
Achat action propres (contrat de liquidité)		-	-	16	-	-	-	16
Instruments financiers		-	-	-	-	-	274	274
Solde au 30 juin 2006	13	4 398	(140)	(47)	569	7 719	(84)	12 414

Les notes des pages 11 à 29 en annexe font partie intégrante de ces états financiers.

1. RESUME DES PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION

(a) Activités

Coil S.A. (la « Société ») et sa filiale, Coil GmbH, ont pour activité le traitement de surface en continu de bobines d'aluminium et interviennent en tant que sous-traitant spécialisé dans le traitement de surface, pour le compte des plus grands laminoirs et de consommateurs finaux principalement en Europe.

(b) Principes comptables

Coil S.A. est une société de droit belge. La Société tient sa comptabilité en Euros (€).

Les comptes consolidés de Coil S.A. pour l'exercice comptable clos le 30 juin 2006 comprennent la Société et ses filiales (ensemble « Coil » ou « le Groupe »). Le conseil d'administration a arrêté les comptes en date du 2006.

(c) Déclaration de conformité

Les comptes consolidés ont été préparés conformément aux normes comptables *International Financial Reporting Standards* (« IFRS ») et les interprétations publiées par le Conseil des Normes Comptables Internationales (« IASB ») telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

(d) Base de la présentation

Les comptes annuels sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont repris à leur juste valeur.

Les comptes semestriels consolidés donnent la situation financière en date du 30 juin 2006 et se rapportent à l'exercice se clôturant le 31 décembre 2006.

La préparation des comptes annuels en conformité avec les IFRS requiert que le management procède à des estimations et définisse des hypothèses qui impactent le montant des actifs, passifs, charges et produits. La réalité peut différer de ces estimations. Les estimations comptables ainsi que les hypothèses sous-jacentes sont revues régulièrement. Les ajustements des estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle elles ont été revues si cette revue ne concerne que cette période, ou dans la période au cours de laquelle la révision a eu lieu et dans les périodes futures si cette révision affecte tant la période actuelle que les périodes future.

(e) Règles de consolidation

La méthode de consolidation par intégration globale concerne toutes les filiales qui sont contrôlées par Coil S.A., la société mère, sauf si ce contrôle est considéré comme limité dans le temps ou si des restrictions à long terme empêchent la filiale de transférer des fonds vers la société mère. Les sociétés filiales sont celles dans lesquelles la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote ou dans lesquelles la Société détient par ailleurs, un contrôle de fait, de façon à obtenir des avantages de ses activités.

Lorsqu'une filiale, au cours de l'exercice, commence à être contrôlée ou cesse d'être contrôlée, ses résultats sont inclus uniquement à partir de, ou jusqu'à la date à laquelle, le contrôle commence ou cesse.

Toute balance ou transaction entre les entreprises du Groupe est éliminée.

Une liste des filiales du Groupe est fournie dans la note 21.

(f) Devises

Les transactions libellées dans d'autres devises que l'Euro sont enregistrées initialement au taux en vigueur au jour de la transaction. Lors de la clôture de l'exercice, les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont converties aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion qui en résultent sont prises en résultat.

(g) Instruments financiers dérivés, opérations de couverture

Coil a recours à des instruments financiers dérivés pour se couvrir des risques de taux d'intérêt découlant de ses activités de financement (couverture de flux de trésorerie futurs attribuables à des dettes financières comptabilisées).

La politique de Coil consiste à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier et à ne pas détenir ou émettre des instruments à des fins de transaction.

Les critères fixés par Coil pour classer un instrument dérivé parmi les instruments de couverture sont les suivantes :

- l'on s'attend à ce que la couverture soit efficace pour parvenir à compenser les variations de flux de trésorerie attribuables au risque couvert ;
- l'efficacité de la couverture peut être évaluée de façon fiable;
- il existe des documents appropriés décrivant la relation de couverture à l'origine de la couverture.

Les instruments financiers dérivés sont valorisés initialement à leur valeur historique. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur.

Les variations de la juste valeur d'un instrument de couverture qui correspond à une couverture efficace de flux de trésorerie, sont comptabilisées directement dans la réserve relative aux instruments de couverture sous les capitaux propres. La partie inefficace est comptabilisée directement dans le compte de résultats.

(h) Immobilisations

Immobilisations corporelles

Les immeubles, machines et outillages sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, et sont diminués des amortissements cumulés et des dépréciations (voir Note 1(k)). Les terrains ne sont pas amortis. Le prix d'acquisition des immeubles, machines et outillages inclut le prix d'achat des matériaux, la main-d'œuvre et les autres frais.

L'immeuble de Landen a toutefois fait l'objet d'une réévaluation en 1989. L'écart de réévaluation correspondant, compris dans les fonds propres, est transféré progressivement dans les réserves à concurrence des amortissements annuels actés sur cet écart de réévaluation. Depuis, Coil n'a plus appliqué que le traitement de référence pour ses immobilisations corporelles.

Les dotations aux amortissements sont calculées de manière à amortir les immobilisations de façon linéaire sur leur durée probable d'utilisation économique. Les amortissements sont calculés à partir de la date à laquelle l'actif est disponible pour utilisation.

Les taux d'amortissement en vigueur sont les suivants :

Constructions	10 – 25 ans
Lignes de production no.4 et no. 5	20 ans
Machines et outillage	3 – 20 ans
Mobilier et matériel roulant	3 – 20 ans

Les subventions non remboursables dont bénéficie la nouvelle ligne de production n° 5 de Coil GmbH en Allemagne sont déduites de son prix d'acquisition au moment de leur encaissement. L'amortissement des investissements correspondants est calculé sur le montant net de subventions.

Lorsque des éléments d'immobilisations corporelles ont des durées de vie économique utile différentes, ils sont comptabilisés séparément.

Les dépenses ultérieures ne sont portées à l'actif que si elles permettent d'augmenter les avantages économiques futurs générés par l'immobilisation corporelle. Les frais de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économique futurs de l'actif auquel ils ont trait, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Leasing

Les installations et outillages pris en leasing pour lesquels la Société assume tous les risques et bénéfices sont classés sous la dénomination « leasing financier ». Les autres biens en leasing sont classés sous la dénomination « leasing opérationnel ».

Les leasings financiers sont repris au bilan par l'enregistrement d'un actif et d'une dette d'un montant équivalent à la valeur actuelle des paiements de leasing minima à la date de l'acceptation dudit leasing. Les biens en leasing repris à l'actif sont amortis conformément à la politique d'amortissement de la société. Les dettes de leasing sont diminuées des remboursements en capital, alors que la partie du paiement ayant trait à la charge d'intérêt est directement portée en résultat.

Les paiements effectués dans le cadre des leasings opérationnels sont enregistrés au compte de résultat, par tranches égales, dans chaque période comptable couverte par le leasing, sauf lorsqu'une autre alternative est plus représentative de la durée pendant laquelle la société bénéficie de l'usage de l'immobilisation.

Immobilisations incorporelles

Le programme SAP ainsi que les coûts de sa mise en place sont comptabilisés à leur prix d'acquisition et sont amortis sur 10 ans.

Les frais de recherche ainsi que les frais de développement qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'un actif sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

(i) Stocks

Les stocks sont valorisés à la valeur d'acquisition ou à la valeur de marché si cette dernière est inférieure. La valeur d'acquisition est établie selon la méthode FIFO (« first-in, first-out ») ; elle inclut les frais d'acquisition des stocks ainsi que les frais de transports et de conditionnements encourus.

La valeur de marché correspond au prix de vente estimé dans des conditions normales de transaction, diminué des frais d'achèvement et des frais nécessaires à la réalisation de la vente.

(j) Créances commerciales

Les créances commerciales sont valorisées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est faite sur base d'une analyse de tous les montants arriérés. Les réductions de valeur sur créances douteuses sont pratiquées pendant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

(k) Dépréciation

La valeur recouvrable des autres actifs est le montant le plus élevé entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur présente des flux de trésorerie estimés futurs. Afin de déterminer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie estimés futurs sont escomptés, en utilisant un taux d'intérêt avant impôts qui reflète à la fois l'intérêt de marché actuel et les risques spécifiques liés à l'actif. Pour les actifs qui eux-mêmes ne génèrent pas de flux de trésorerie, le montant recouvrable est déterminé pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une dépréciation est reprise pour les éléments de l'actif lorsque survient un changement dans les estimations utilisées pour déterminer le montant recouvrable.

(l) Provisions

Des provisions sont constituées lorsque Coil a une obligation juridique ou une obligation implicite résultant d'événements survenus dans le passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources générant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque l'ampleur de cette obligation peut être estimée de manière fiable.

(m) Avantages du personnel

La Société met en œuvre un plan de pension de type cotisations définies et un plan de pension de type prestations définies. Les actifs de ces plans sont détenus par des compagnies d'assurance et sont financés par des contributions de Coil et par les membres du personnel.

Le coût du plan de pension de type prestations définies, lequel ne concerne que quelques employés, est pris en charge au compte de résultats de façon à répartir le coût de manière régulière au cours de la carrière résiduelle des employés participant au plan et ce, sur base des recommandations d'actuaire. La juste valeur des actifs du fonds est déduite des obligations relatives aux pensions.

Les obligations de la Société concernant les contributions au plan de pension de type prestations définies sont prises en charge au compte de résultats quand elles sont subies.

(n) Emprunts portant intérêts

Les emprunts portant intérêts sont valorisés à leur coût initial, diminué des coûts de transaction y afférents. Ensuite, ils sont valorisés à leur « coût amorti », toute différence entre le coût et la valeur de remboursement est reprise au compte de résultats pendant la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valeur d'acquisition des immobilisations corporelles inclut les charges d'intérêts afférentes aux capitaux empruntés pour les finances pour la période qui précède la mise en état d'exploitation effectuer des ces immobilisations.

(o) Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et les autres dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

(p) Impôts

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que s'il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible permettant de compenser l'avantage fiscal. L'impôt différé actif sera réduit s'il n'est plus probable que l'avantage fiscal y afférent sera réalisé.

L'impôt sur le résultat de l'exercice consiste en l'impôt courant et l'impôt différé. Les impôts sont comptabilisés au compte de résultats sauf s'ils concernent des éléments qui ont directement été comptabilisés sous la rubrique « capitaux propres » ; dans ce cas, les impôts sont également comptabilisés directement sous cette dernière rubrique.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés ou à payer relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

L'impôt différé est calculé selon la méthode dite « liability method » sur toutes les différences temporaires existant entre la base fiscale et la base comptable. Ceci est valable aussi bien pour les postes d'actif que pour les postes du passif. Les taux d'imposition en vigueur à la date de la clôture sont utilisés pour le calcul des impôts différés.

(q) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires reprend le montant des ventes aux clients hors TVA et nettes d'autres taxes sur les ventes.

Les ventes de marchandises sont prises en chiffre d'affaires lorsque les risques et bénéfices sont transférés et qu'aucune incertitude significative ne subsiste concernant le paiement, les frais associés, et le retour possible des marchandises.

r) Subventions

Les subventions gouvernementales ne sont reconnues que lorsque suffisamment de certitudes existent quant à leur octroi et quant au respect par la société des conditions associées à ces subventions. Les subventions sont prises en résultat de manière systématique, conformément au plan d'amortissement des immobilisations à l'origine de ces subventions.

(s) Information sectorielle

Le Groupe est prestataire de services sur un seul support, l'aluminium. Le Groupe n'est par ailleurs pas informé par ses clients, ni de l'utilisation finale du métal traité, ni de sa destination finale. Le Groupe considère, par conséquent, qu'il n'a qu'un seul secteur d'activité et un seul secteur géographique.

2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Les utilisateurs finaux des produits traités par la société sont géographiquement très dispersés. L'analyse des ventes avec les clients directs par région géographique peut s'établir comme suit:

K€	2006	2005
Allemagne	4 471	3 482
Belgique	1 984	2 076
France	2 847	2 477
Italie	1 277	1 432
Autres pays	692	876
Total	11 271	10 343

3. RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation est établi après déduction des éléments suivants:

K€	2006	2005
Amortissements (notes 8)	1 480	1 458

4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

K€	2006	2005
Total des frais de recherche et développement de l'exercice	128	69

Les frais de recherche et développement ont trait à des charges encourues lors du développement ou de l'amélioration de procédés et produits.

5. ANALYSE DU PERSONNEL

Nombre d'employés et coûts y afférents	2006	2005
Nombre moyen d'employés		
Direction et Administration	43	42
Production	81	76
Total	124	118
Frais de personnel	K€	K€
Total	3 333	3 071

6. RÉSULTAT FINANCIER

K€	2006	2005
Produits financiers	(17)	(18)
Charges de la dette bancaire	490	744
Frais financiers et bancaires	5	62
Amortissements frais financiers	95	
Total	573	788

7. IMPÔTS

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre l'impôt sur le revenu calculé au taux applicable et la charge d'impôt sur le revenu.

K€	2006	2005
Charge d'impôts courants		
Exercice en cours	-	-
(Reprises)/Compléments de provision des exercices antérieurs	-	-
Impôts différés		
Création et reprise de différences temporaires	95	95
Impôt différé actif calculé sur perte des exercices antérieurs	(95)	(95)
Total de (charge)/produit d'impôts repris en compte de résultats	0	0

Réconciliation du taux d'intérêt effectif :

K€	2006	2005
Bénéfice avant impôts	381	(261)
Ajustement de la base taxable		
Charges non déductibles fiscalement	145	145
Total	526	(116)
Charge d'impôt sur base du taux applicable en Belgique	(178)	39
Effet des pertes de l'exercice pour lesquelles aucun impôt différé n'a été imputé	14	(371)
Différence de taux d'imposition	4	(107)
Utilisation de pertes fiscales récupérables	762	1579
Impôt différé actif calculé sur pertes fiscales antérieures	(601)	(1140)
Autres ajustements d'impôts	-	-
Total	0	0

Les taux d'imposition applicable au Groupe dans les ressorts fiscaux où il opère est de 26.38% (Allemagne) et 33.99% (Belgique).

L'impôt des sociétés est calculé sur base des comptes annuels de la société, établis conformément à la législation belge pour la société mère, conformément à la législation allemande pour la filiale.

Au 30 juin 2006, la société mère faisait état de pertes fiscales de 12 927€ (2005: 12 881€) et Coil GmbH de 2 771K€ (2005 :2 012K€). Les pertes fiscales de la maison mère peuvent, aux termes de la législation belge en vigueur, être reportées et imputées sur les futurs revenus taxables, sans restriction de durée, à condition toutefois que les entreprises concernées ne modifient pas leurs activités ni leur structure juridique.

Les pertes fiscales en Allemagne peuvent, sous certaines conditions, être reportées et imputées sur les futurs revenus taxables.

8. IMMOBILISATIONS

8.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

K€	Terrains	Installations et Constructions	Mobilier Machines et Outillage	Total
Valeur d'acquisition:				
Au 1er janvier 2006	13 288	57 585	594	71 467
Additions	26	351	2	379
Subventions	-	-	-	-
Ventes	-	-	-	-
Au 30 juin 2006	13 314	57 936	596	71 846
Amortissements:				
Au 1er janvier 2006	5 354	40 397	531	46 282
Dotations de l'exercice	373	1 252	16	1 641
Reprise des amortissements sur l'actif vendu	-	-	-	-
Subventions	(65)	(151)	-	(216)
Au 30 juin 2006	5 662	41 498	547	47 707
VNC 30 juin 2006	7 652	16 438	49	24 139
VNC 30 juin 2005	8 266	17 104	88	25 459

8.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

K€	2006	2005
Frais :		
Valeur d'acquisition		
Au 1 ^{er} janvier	946	905
Additions	-	41
Au 30 juin	946	946
Amortissements		
Au 1 ^{er} janvier	561	456
Amortissements	55	50
Au 30 juin	616	506
VNC 30 juin	330	440

9. STOCKS

K€	2006	2005
Matériaux utilisés dans l'anodisation et consommables	1 377	1 190

Il n'y a pas de réduction de valeur sur les stocks.

10. CREANCES

K€	2006	2005
Clients	4 066	4 016
Autres créances	745	846
Subsides	-	4 096
Charges à reporter	81	38
Total	4 892	8 996

Au 30 juin 2006, aucun effet à recevoir n'avait été escompté par le Groupe (2005: idem).

11. LIQUIDITÉS ET VALEURS DISPONIBLES

Les liquidités et valeurs disponibles reprises dans le tableau des ressources et emplois de fonds comprennent les montants suivants:

K€	2006	2005
En début d'exercice	1 461	1 433
Entrée de liquidités	36	(132)
En fin d'exercice	1 497	1 301

Il n'y a pas eu de mouvements non financiers significatifs.

12. DETTES À COURT TERME

€'000	2006	2005
Dettes bancaires à court terme (note 15)	2 042	5 356
Fournisseurs	2 740	2 693
Charges à imputer	397	332
Dettes fiscales et sociales	1 029	823
Autres dettes à payer	60	117
Total	6 268	9 321

Les dettes bancaires à court terme incluent les échéances de remboursement à moins d'un an des emprunts bancaires à long terme.

13. CAPITAL

Le capital souscrit de la société comprend les actions ordinaires, sans valeur nominale, suivantes:

	Nombre d'actions	K€
Au 1er janvier 2006		
Capital souscrit	1 452 655	4 398
Capital non appelé	-	(140)
Capital payé	-	-
Au 30 juin 2006	1 452 655	4 258
Actions dématérialisées	1 441 918	-
Actions nominatives	10 737	-

En application des dispositions de la loi belge et des statuts de la société, chaque action ordinaire confère à son porteur le droit:

- de recevoir les dividendes décidés par le Conseil d'administration, conjointement à d'autres formes de distributions réalisées au prorata
- de voter lors de l'Assemblée Générale annuelle et lors des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires de la société.

Résultat par action

Résultat de base par action	2006	2005
Actions ordinaires au 1 ^{er} janvier	1 452 655	1 452 655
Effet des actions émises	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions au 30 juin	1 452 655	1 452 655

Le résultat dilué par action est identique au résultat de base dans la mesure où le cours de l'action excède le prix d'émission du bon de souscription d'action émis en novembre et décembre 2004.

Parts de fondateur

La société a émis 336 449 parts de fondateur (2005: idem), non transférables. Une part de fondateur n'a pas de valeur économique en termes de dividendes ou d'autres distributions, mais il confère le même droit de vote qu'une action ordinaire.

Prime d'émission

€'000	2006	2005
Au 1er janvier 2006	569	569
Frais sur prime d'émission	-	-
Au 30 juin 2006	569	569

14. DETAIL DES EMPRUNTS

	Echéances	Taux d'intérêt	2006	2005
Coil S.A.				
Crédit d'investissement	1998-2018	5,15%	378	409
Autres emprunts	1998-2009	7.3%	51	69
Prêt subordonné	2008	15,0%	-	400
Crédit à long terme	2004-2010	EURIBOR+2,1%	4 500	5 500
Crédit à long terme	2004-2010	EURIBOR+2,1%	2 000	-
Frais de financement	-	-	(261)	(387)
Coil GmbH				
Crédit d'investissement	2004-2019	4,3%	5 000	5 000
Crédit d'investissement	2004-2018	EURIBOR +1,85%	2 824	2 880
Autres emprunts	2004-2011	EURIBOR+1,83%	1 692	2 031
Crédit relais	2004-2005	EONIA +4,5%	-	4 019
Autres emprunts	2005-2018	EURIBOR+1,85%	575	622
Frais de financement	-	-	(439)	(511)
Total			16 320	20 032
Répartition			2006	2005
A moins d'un an (note 12)			2 042	5 356
A plus d'un an			14 278	14 676
Total			16 320	20 032
Échéanciers de remboursement des dettes à long terme:				
Plus d'un an, moins de deux ans			2 043	2 183
Plus de deux ans, moins de trois ans			2 043	1 823
Plus de trois ans, moins de quatre ans			4 025	1 864
Plus de quatre ans, moins de cinq ans			1 454	1 887
Plus de cinq ans			4 713	6 919
Total			14 278	14 676

Certains actifs de la société font l'objet d'une inscription hypothécaire de premier rang. Au 30 juin 2006, ils se chiffraient à 2 741K€ (2005: 3 122€) pour Coil S.A., 6 274€ (en premier et second rang) pour Coil GmbH. Coil S.A. se porte caution de Coil GmbH pour un montant maximum de 13 580 K€

15. IMPÔTS DIFFÉRÉS

IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

K€	Actifs	Actifs	Passifs	Passifs
	2006	2005	2006	2005
Immobilisations corporelles	-	-	(471)	(566)
Pertes fiscales reportées	1 285	1 380	-	-
Autres éléments	3	3	-	-
Impôts différés bruts	1 288	1 383	(471)	(566)
Compensation fiscale	(471)	(566)	471	566
Impôts différés net	817	817	-	-

16. DROITS ET ENGAGEMENTS

A) ENGAGEMENTS

Il n'y avait aucun engagement relatif à l'acquisition d'immobilisations, approuvé par les conseils d'administration de Coil S.A. et ses filiales au 30 juin 2006.

Les paiements de loyers minimaux dans le cadre de leasings opérationnels non résiliables s'établissent comme suit:

K€	2006	2005
Payable dans l'exercice	247	201
Payable entre un et cinq ans	658	330
Total	905	531

B) PASSIFS ÉVENTUELS

Il n'y avait pas de passif éventuels au 30 juin 2006.

Dans l'exercice de ses activités, le Groupe reçoit, de temps à autre, des réclamations concernant les produits traités. Lorsque ce genre de réclamation met clairement en cause sa responsabilité, la politique de la société a toujours été de régler le litige au plus vite. Dans d'autres cas, la société peut être amenée à participer avec d'autres parties à une procédure juridique au terme de laquelle la responsabilité finale pourra être imputée au fournisseur de métal, au fournisseur de matières premières, voire à la partie responsable de l'usage final ou de l'installation du métal traité par la société. Comme il est d'usage dans ce genre de situations, il se peut en outre que le montant réclamé par une tierce partie excède toute indemnisation raisonnable du préjudice que ladite tierce partie affirme avoir subi. Cela étant, le Groupe ne considère pas qu'une ou plusieurs réclamations en suspens puissent avoir une incidence significativement négative sur ses activités ou sa situation financière.

17. PAIEMENTS À DES ADMINISTRATEURS ET AUTRES TIERS

A) ADMINISTRATEURS

La rémunération totale des administrateurs et directeurs du Groupe s'établit comme suit:

K€	2006	2005
Administrateurs et directeurs	12	12

B) ENTREPRISES AVEC ADMINISTRATEUR COMMUN

Durant la période, 410K€ (2005: 388K€) ont été payées à Finance & Management International N.V., administrateur de la Société, pour des services de management et de conseil dispensés à la société.

18. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes du Groupe n'a été observé après le 30 juin 2006.

19. ANALYSE DES MODIFICATIONS DE LA STRUCTURE DE FINANCEMENT

K€	Emprunt à long terme	Capital
Au début de l'exercice:	15 999	4 195
<i>Dont</i>		
A moins d'un an	1 794	-
A plus d'un an	14 205	-
Mouvements de l'exercice:		
Remboursements d'emprunts à long terme	(774)	-
Nouveaux emprunts	1 000	-
Frais	95	-
Rachat actions propres (contrat de liquidité)	-	16
Paiement	-	
Au 30 juni 2006:	-	4 210
A moins d'un an	2 042	-
A plus d'un an	14 278	-
Total	16 320	-

20. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers de la société comprennent des liquidités et des créances commerciales. Les dettes financières comprennent des emprunts et des dettes commerciales.

a) Risques sur taux d'intérêts

Les taux d'intérêts et les échéances de remboursement des emprunts sont détaillés dans la note 14.

Coil GmbH est couverte contre les fluctuations des taux d'intérêt variables par les contrats de swap de taux d'intérêt suivants :

Débiteur	Montant (K€)	Echéance	Amortissement	Contrepartie	Dû par le débiteur	Dû au débiteur
Coil GmbH	3 383	30/12/13		Commerzbank	6,67%	EURIBOR 3 mois + 1,85%
Coil GmbH	1 692	30/6/11		Commerzbank	6,72%	EURIBOR 3 mois + 1,83%
Coil S.A.	5 000	26/1/11	√	ING	3,07%	EURIBOR 3 mois

b) Risques de crédit

Les liquidités sont placées auprès d'institutions financières régies par les autorités nationales de contrôle financier.

Les risques de crédit sur les créances commerciales sont limités dans la mesure où le poste *Créances commerciales* est présenté après déduction des provisions pour créances douteuses ou irrécouvrables.

c) Valeur marchande

Les valeurs marchandes des liquidités, des créances commerciales, des dettes commerciales et des emprunts ne diffèrent pas significativement de leurs valeurs comptables.

21. FILIALES ET ACTIONNARIATS DANS D'AUTRES SOCIÉTÉS

Le tableau ci-dessous reprend la liste des sociétés dans lesquelles la Société détient des actions :

Nom de la société	Pays de constitution	% du capital détenu
Coil GmbH	Allemagne	100%
ΚΟΪΛ ΕΛΛΑΣ Α.Ε (« Coil Hellas S.A. »)	Grèce	100%

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES DE COIL S.A. AU 30 JUIN 2006.

Nous avons procédé à l'examen limité de l'information financière intermédiaire, avec un total de bilan de 33.174 K€ et un bénéfice net de 381 K€ pour les six premiers mois de l'année, soit au 30 juin 2006. Ces comptes consolidés intermédiaires ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration de la société et approuvés par celui-ci. Notre responsabilité est de faire rapport sur le résultat de notre examen limité.

Notre mission a principalement consisté en une revue analytique des données financières, en la vérification que les règles d'évaluation comptables ont été appliquées de manière constante et en la discussion avec les responsables comptables et financiers. L'étendue de nos travaux était plus réduite qu'un audit effectué suivant les normes internationales d'audit ; par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit relative à cette information financière intermédiaire.

Sur base de notre examen limité :

- nous sommes d'avis que l'information financière intermédiaire consolidée a été préparée conformément aux IFRS adoptés au sein de l'UE tels qu'adoptés par la S.A. Coil ; et
- nous n'avons pas connaissance de corrections significatives à apporter aux comptes consolidés intermédiaires de la S.A. Coil.

Bruxelles, le 17 Septembre 2006

BDO Atrio Réviseurs d'Entreprises Soc. Civ. SCRL
Représentée par Lieven Van Brussel, Réviseur d'Entreprises